

Note d'analyse n° 2 de Gabriel Galice – 25 mai 2014
La crise ukrainienne dans une perspective étasunienne
et la problématique de l'empire

La vérité occidentale martelée veut que le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, entende reconstituer à la fois l'empire russe et l'Union soviétique.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, Barack Obama, vint à Bruxelles proposer aux Européens de remplacer du gaz russe par du gaz étasunien, à l'heure où se prépare la grande affaire du Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement entre l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique (PTCI).

1. De l'Ukraine vue par les Etats-Unis

Tout cela n'est ni soudain ni inattendu pour qui prend la peine de relire les meilleurs stratèges des Etats-Unis. Dès 1997, Zbigniew Brzezinski explique dans son maître-livre : « Le grand échiquier – l'Amérique et le reste du monde¹ » (actualisé par « Le vrai choix » en 2004) pourquoi et comment contrôler l'Eurasie. « L'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale ». Né Polonais, successivement conseiller des présidents Carter et Obama, Brzezinski annonce que « Le but de ce livre est de formuler une politique géostratégique cohérente pour l'Amérique sur le continent eurasiatique ». Hypothèses et raisonnements sont d'une grande rigueur intellectuelle. L'Eurasie est centrale, l'Amérique doit y être présente pour dominer la planète, l'Europe est la tête de pont de la démocratie en Eurasie, l'OTAN et l'Union européenne doivent de conserve étendre leur influence en Eurasie, les Etats-Unis doivent jouer simultanément l'Allemagne et la France (carte des zones d'influences respectives de ces deux pays à l'appui), alliés fidèles mais, de façon différente, remuantes et capricieuses. Cela sera laborieux : « Quoique l'avenir nous réserve, on peut raisonnablement conclure que la primauté américaine sur le continent eurasiatique sera soumise à de fortes turbulences et même confrontée à des épisodes de violence. » (p.85) L'auteur repère cinq « acteurs géostratégiques » : la France, l'Allemagne, la Russie, la Chine et l'Inde et cinq « pivots géopolitiques » : l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Corée, la Turquie et l'Iran. Russie et Chine sont les deux limites à l'expansion projetée. « Exclure la Russie (de l'UE ou de l'OTAN) pourrait être lourde de conséquences – cela validerait les plus sombres prédictions russes -, mais la dilution de l'Union européenne ou de l'OTAN aurait des effets fortement déstabilisateurs. » « Le dilemme se résume à un choix entre équilibre tactique et dessein stratégique ». Le « pivot géopolitique » ukrainien fait l'objet de longs développements : « *Dès 1994, Washington accorde la priorité aux relations américano-ukrainiennes (p.140) (...) Au cours de la période 2005-2010, l'Ukraine pourrait à son tour être en situation d'entamer des négociations en vue de rejoindre l'UE et l'OTAN* ». Brezinski suggère d'étendre à l'Ukraine le « triangle de Weimer » constitué en 1991 par la France, l'Allemagne et la Pologne pour en faire « la colonne vertébrale de la sécurité européenne. » « Une question essentielle se pose : ce scénario se déroulera-t-il dans un environnement apaisé ou dans un contexte de tension avec la Russie. » Nous avons la réponse. Mais le défi lancé aux Russes s'encombre peu de subtilités : « *Pour que le choix de l'Europe - et en conséquence de l'Amérique - se révèle fructueux, la Russie doit satisfaire à deux exigences : tout d'abord rompre sans ambiguïté avec son passé impérial ; ensuite, cesser ses tergiversations à propos de l'élargissement des liens politiques et militaires entre l'Europe et l'Amérique.* » Bref, un désarmement unilatéral.

¹ Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Hachette Littératures – Pluriel, 2002.

Brzezinski distingue l'Europe géographique vassalisée (« Surtout l'Europe est la tête de pont géostratégique fondamentale de l'Amérique (...) Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses Etats rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires² ») de l'Europe géopolitique : (« Par Europe, nous entendons l'ensemble géopolitique uni par le lien transatlantique et engagé dans l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, tel qu'il prend tournure.³»)

L'insistance de Brzezinski a promouvoir l'expansion de l'OTAN contrevient manifestement aux engagements des Etats-Unis envers la direction soviétique, après la chute du Mur de Berlin. L'ex-ambassadeur américain en URSS, Jack Matlock, confirme les assertions de Michael Gorbatchev et de Sergei Lavrov. Le double engagement des parties était que les Russes ne recourent pas à la force en Europe Centrale et que les Américains n'étendent pas d'un pouce l'OTAN⁴. Le Président Clinton suivra les recommandations de Brzezinski et autres expansionnistes comme Madeleine Albright, annonçant l'extension de l'OTAN dès 1994, intégrant la Pologne, la République tchèque et la Hongrie dans l'Alliance en 1999, y joignant 9 autres Etats en 2009.

Benjamin Barber, ancien conseiller du président Clinton, complète utilement la vision étasunienne, dans une version plus modérée. Adversaire résolu du président George W. Bush et des néo-conservateurs, il oppose, dans son ouvrage « L'empire de la peur⁵ », les « aigles », schématiques et brutaux, aux « chouettes », subtiles dans leur chasse entre chien et loup. Reste que les chouettes sont aussi des prédateurs. A la « guerre préventive », Barber préfère la « démocratie préventive », sans s'illusionner sur la « démocratie de marché » chère à certains démocrates : « *Le désir de favoriser l'expansion de la démocratie forme une composante déterminante de la démocratie préventive comprise comme politique nationale de sécurité mais on confond souvent ce soutien avec le désir tout aussi intense d'exporter le capitalisme et de cultiver les marchés mondiaux. (...) Dans le secteur international, l'âge des robber barons (barons voleurs) – appelons-les les banques prédatrices ou les spéculateurs hors-la-loi – est de retour.* » Le marché capitaliste a peu à voir avec la concurrence pure et parfaite enseignée par les manuels d'économie. Le « capitalisme de copinage » (*crony capitalism*) est davantage la règle que l'exception. Hunter Biden, fils du vice-président des Etats-Unis, Joe Biden, vient de rejoindre le conseil d'administration de l'entreprise Burisma Holdings, principale entreprise ukrainienne d'exploitation de gaz naturel⁶. Bel exemple de soutien réciproque de l'économie et du politique, de "pouvoir d'accumulation" et de "l'accumulation de pouvoir."

Récusant l'empire, Barber tient l'Etat-nation pour garant de stabilité : « *A longue échéance, les Etats-nations restent l'expression la plus puissante de la communauté humaine et les meilleurs garants de stabilité (bien que pas toujours de démocratie). De plus, parce qu'ils se fondent sur la logique d'interdépendance (la logique du contrat social), ils disposent au moins sur le papier des moyens nécessaires pour parvenir à des formes mondiales de gouvernance démocratique. Dans la mesure où ils ne le font pas – ne s'étant pas engagés à construire des formes supranationales de gouvernance et des formes internationales de*

² Brzezinski, p.88.

³ Op. cité, p.156

⁴ Ray McGovern, « How NATO Jabs Russia on Ukraine », <http://truth-out.org/news/item/23737-how-nato-jabs-russia-on-ukraine?tmpl=component&print=1>

⁵ Benjamin Barber, *L'empire de la peur*, Paris, Fayard, 2003.

⁶ <http://www.nydailynews.com/news/politics/white-house-denies-conflict-hunter-biden-article-1.1791465> et <http://burisma.com>

législation et de coopération -, l'anarchie naturelle qui caractérise les relations entre les nations risque fort de devenir toujours plus destructrice » (p.96)

La teneur de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE illustre largement la volonté de valoriser les richesses (« stocks » industriels et agricoles, « flux » pétroliers et gaziers en transit) de l'Ukraine moyennant quelques corruptions des nouvelles élites, au nom de « la concurrence libre et non faussée », de la « mobilité des travailleurs », de la « récupération ou du rapatriement des capitaux investis, de même qu'aux profits qui en découlent. » Le volet militaire n'est pas oublié : « promouvoir une convergence graduelle en matière de politique étrangère et de défense. » L'article 10 vise à « accroître la participation de l'Ukraine dans les opérations civiles et militaires de gestion de crise, de même que les exercices et manœuvres, y compris dans le cadre de la Politique commune de défense et de sécurité ». Mercure, dieu du commerce, tient la main de Mars, dieu de la guerre. Le même article 10 évoque « le potentiel de coopération militaro-technologique » et « l'amélioration des capacités militaires ». Sachant qu'entre 2009 et 2013, l'Ukraine est le 8^{ème} exportateur mondial d'armes⁷, Européens et Américains vont moderniser son industrie d'armement, faisant d'une pierre deux coups (économique et militaire).

Serait-ce l'empire euro-américain ?

2. De l'empire

Au-delà des polémiques inhérentes aux postures militantes et militaires, il convient de se demander si la notion d'empire a une pertinence afin de savoir si la Russie, les Etats-Unis, l'Europe sont des empires ou peuvent le devenir.

Une littérature abondante existe sur le sujet de l'empire. Retenons-en l'essentiel.

Les empires de l'antiquité (égyptien, perse, mongol, romain...) furent des conquêtes militaires suivies de destructions et d'occupations politiques. La dimension économique (y compris sous la forme sommaire du pillage), jamais absente, n'apparaît pas première.

Les empires modernes (portugais, hollandais, britannique, français, autrichiens, germanique...) des XVI^{ème}, XVII^{ème}, XVIII^{ème} siècle sont des mélanges variés de conquêtes politico-militaires ravageuses et de prédation économique.

L'impérialisme contemporain, associé au colonialisme ou lui succédant, correspond à une nécessité économique, adossée à des moyens militaires et associé à des visées politiques plus ou moins prégnantes. Mais la dimension politique peut primer (cas des Etats-Unis en Corée ou au Vietnam), précéder la conquête de ressources et de marchés.

Relire les écrits d'Hannah Arendt sur l'impérialisme⁸ validant la thèse de Rosa Luxembourg ne manque pas d'intérêt sur le point précis du « sol nourricier » précapitaliste nécessaire à l'accumulation élargie du capital. Le mérite de Rosa Luxembourg est aussi de mettre en évidence la double dynamique du pouvoir (économique) d'accumuler et de l'accumulation (politique) du pouvoir. La double modernité actuelle consiste en la multiplication des

⁷ http://www.sipri.org/googlemaps/2014_of_at_top_20_exp_map.html

⁸ Hannah Arendt, *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982.

« besoins » (plus ou moins nécessaires⁹) multipliant la demande et en l'extension planétaire de grandes firmes (monopolistiques ou oligopolistiques) pour les stimuler et les satisfaire par l'offre appropriée. La « globalisation » économique, voulue par les élites politiques, portée par la technique, est ainsi sectorielle (segmentée en marchés) autant que géographique. Elle épouse les contours de la marchandisation du monde, point sur lequel Karl Marx était indéniablement visionnaire. Ces grandes firmes sont adossées à des Etats dont elles partagent les intérêts en partie seulement (expatriation fiscale d'un côté, collaboration des industries d'armement, de Google et de Yahoo! avec la NSA de l'autre.) Dans une optique de « matérialisme historico-géographique », David Harvey définit « l'impérialisme capitaliste » » comme « *la fusion contradictoire « des politiques d'Etat et d'empire » (l'impérialisme comme projet politique spécifique d'acteurs dont le pouvoir est fondé sur la maîtrise d'un territoire et la capacité de mobiliser ses ressources humaines et naturelles à des fins politiques, économiques et militaires) avec « les processus moléculaires de l'accumulation du capital dans l'espace et le temps » (l'impérialisme comme processus politico-économique diffus dans l'espace et le temps pour lequel priment la maîtrise et l'usage du capital).*¹⁰ »

Sami Naïr propose schématiquement une clarification : « *L'empire est un système-monde, l'impérialisme est un comportement politique, économique, militaire, qui peut caractériser une grande comme une petite nation. (...) L'empire est le système marchand désormais mondialement dominant, l'impérialisme loge en son cœur, à travers l'hégémonie structurelle des Etats-Unis.*¹¹ » Le « système marchand » évoqué par Naïr est en réalité, aujourd'hui, le capitalisme de marché¹², construit sur l'investissement, la vente mais aussi l'accaparement de ressources naturelles ou non, y compris la ressource humaine que constitue le travail ou la force de travail¹³.

Qualifier ce processus de « globalisation » obscurcit la compréhension en masquant les processus y conduisant mais aussi la hiérarchie et la diversité de ses composantes. C'est précisément pour cette raison que Michel Beaud avance la notion alternative de « système (capitaliste) national – mondial hiérarchisé » ou « SNMH ».

Au début des années 2000, accompagnant la vision néoconservatrice de George W. Bush et de son équipe, des auteurs britanniques comme Niall Fergusson ou Robert Cooper¹⁴ ont franchement vanté les notions d'empire et d'impérialisme. Pour ces auteurs, les Etats-Unis préservent le système du chaos. Cooper écrit : « *Le refus des Etats-Unis d'accepter la juridiction de la CPI et leur réticence envers les projets d'inspection d'armement illustrent assez bien leur prudence à l'égard des concepts postmodernes. Mais, l'Amérique étant à ce jour la garante du système, il est somme toute préférable qu'il en soit ainsi pour le moment.*¹⁵ »

⁹ Cf. grille de lecture des besoins selon Michel Beaud, in Michel Beaud, *Capitalisme, système national / mondial hiérarchisé (SNMH) et devenir du monde*, Paris, L'Harmattan – Cahier du GIPRI n°4, 2006, p.68.

¹⁰ David Harvey, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2010, p.51.

¹¹ Sami Naïr, *L'empire face à la diversité*, Paris, Hachette, 2003, .p.10-11.

¹² Michel Beaud, *Histoire du capitalisme – 1500-2010*, Paris, Seuil, 2010.

¹³ Cf. David Harvey, op.cit.

¹⁴ Robert Cooper, « Why we still need empires », *The Observer*, 7 avril 2002
<http://observer.guardian.co.uk/worldview/story/0,11581,680117,00.html>

¹⁵ Robert Cooper, *La fracture des nations – Ordre et chaos au XXIème siècle*, Paris, Denoël, 2003 p.66.

Alain Joxe ne tient pas l'empire pour protecteur contre le chaos mais, au contraire, générateur du désordre. Les firmes transnationales « réellement souveraines rejoignent donc le modèle du chaos privé de Hobbes.¹⁶ » Plus largement : « *On peut démontrer que la mutation économique a sa source conjointe dans la métamorphose globale des rapports de force militaires et celle des nouveaux moyens décisionnels financiers, toutes deux issues des innovations techniques et scientifiques.*¹⁷ (...) *Il existe cependant un manque de pensée théorique de l'articulation globale violence/économie quand les appareils d'entreprise pèsent peut-être désormais autant que les appareils d'Etat dans les décisions d'entrer en guerre.*¹⁸ » Ou quand les entreprises commandent les décisions d'Etat. L'administration de George W. Bush fut un exemple spectaculaire d'intrication entre industrie (pétrolière, militaire) et appareil d'Etat. Sous la présidence Obama, les entreprises ont financé les campagnes électorales à des niveaux record, non sans espoirs ou garanties de contreparties.

Toute puissance, impériale ou nationale, a besoin d'alliés, de vassaux, de « profondeur stratégique » et de « glacis ». « *C'est à travers la notion architecturale de glacis que la profondeur stratégique s'inscrit dans l'espace géographique. Un glacis est un terrain dégagé dont on entoure une place forte, château, forteresse ou ville. Ses fonctions sont, d'une part, de libérer le champ de vision afin de rendre perceptibles les mouvements de l'assaillant et les moyens qu'il met en œuvre, cela à des fins d'anticipation, et d'autre part d'exposer cet agresseur aux tirs des défenseurs (...)* Ce qu'on appelle aujourd'hui la stratégie d'influence, dont le soft power représente un aspect, est devenue pour les Etats un moyen d'action privilégié, dans un monde où l'emploi de la force armée a vu son coût économique, moral et juridique considérablement augmenté.¹⁹ »

La puissance internationale ne tient pas seulement à la multiplicité des attributs (économique idéologique, militaire) du pouvoir mais à la capacité de les associer, de les renforcer les uns par les autres. La guerre se gagne avec des combattants et des armes, mais aussi avec de l'argent (rentabilisé, soit du capital) et des propagandes diffusées par des médias. Le couplage du marché capitaliste et de l'industrie de l'armement est vanté par Thomas L. Friedman : « *La main cachée du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché. McDonald ne peut pas prospérer sans McDonnell Douglas, le constructeur du F-15. Et le poing caché qui assure la sécurité du monde pour permettre aux technologies de la Silicon Valley de prospérer s'appelle l'armée américaine, l'armée de l'air, la marine et le corps des Marines.*²⁰ »

En résumé, nous dirons que l'empire est aujourd'hui un état de fait global, à dominante techno-économique, accompagné de moyens politiques prolongés par des capacités militaires, et que l'impérialisme est une volonté politique appuyée par des moyens militaires incluant la dimension économique.

¹⁶ Alain Joxe, *Les guerres de l'empire global*, Paris, La Découverte, 2012, p.67.

¹⁷ Idem, p.66.

¹⁸ Idem, p.67

¹⁹ Thierry Widemann, « Le concept de profondeur dans la pensée stratégique », in *Francophonie et profondeur stratégique*, Etudes de l'IRSEM, 2013 – N°26.

²⁰ « *The hidden hand of the market will never work without a hidden fist. McDonald's cannot flourish without McDonnell Douglas, the designer of the F-15. And the hidden fist that keeps the world safe for Silicon Valley's technologies to flourish is called the US Army, Air Force, Navy and Marine Corps.* Thomas L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*, FSG, New York, 1999.

3. Conclusion :

A l'aune des critères d'empire et d'impérialisme, il s'avère que les Etats-Unis sont encore la première puissance économique, politique et militaire mondiale, territorialement et réticulairement. Ils ont la suprématie monétaire, la prédominance dans les institutions internationales et sont associés aux principales entreprises. Ils assurent le commandement de la première organisation politico-militaire, l'OTAN et interviennent où et quand ils le jugent bon, selon le droit international ou non. Ils ont le soutien des principaux groupes médiatico-financiers (soft power). Ils affichent la volonté de conserver leur leadership, selon des formulations et des moyens propres à chacun de leurs Présidents successifs. L'Europe vassalisée est le glacis de leur profondeur stratégique.

L'Europe est une puissance économique réelle, une puissance politique faible, une puissance militaire insignifiante, par son poids et ses divisions. Mais plusieurs de ses Etats relaient la puissance politique et militaire des Etats-Unis (Royaume-Uni, France), moyennant des divergences (encore ?) secondaires.

Après avoir ensemble étendu l'OTAN, les Etats-Unis et l'Union européenne entendent renforcer leur interdépendance au travers du projet de Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement (PTCI) dans le même temps où ils tentent d'arrimer l'Ukraine à leur solidarité économique-politico-militaire.

Au-delà, il s'agit de renforcer l'alliance trilatérale Europe-Etats-Unis-Japon (en y associant des pays ayant des rivaux au sein de la Trilatérale, comme la Corée du Sud - méfiante à l'égard du Japon - ou la Turquie – opposée à la Grèce) contre la Chine, prétendante à l'hégémonie.

Dans ce contexte, prise en étau entre le bloc américano-européen à l'Ouest et la Chine à l'Est, la Russie, pays le plus vaste de la planète (ce qui lui confère une profondeur stratégique intrinsèque), puissance nucléaire, grand fournisseur de gaz virtuellement concurrencé par le gaz de schiste étasunien, se perçoit sur la défensive. Elle se sent aussi menacée, sur son flanc sud, par le terrorisme djihadiste. Elle ne peut que tenter de renforcer aux marges sa « profondeur stratégique » et son « glacis » par la récupération de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud ou de la Crimée, consentantes ; des miettes d'empire. Il est clair qu'Américains et Européens sont plus puissants que les Russes dans le *soft power*, plus encore dans le *smart power* (combinaison de soft et de hard power).

La Russie peut se conduire en impérialiste local, éventuellement régional, pas davantage. Ses rivaux européens et américains sont d'ores et déjà des puissances impériales dotées de tous les attributs de l'hégemon²¹. L'avenir dira ce qu'il en est de la Chine, présente en Ukraine.

La position médiane de la Russie est une force et une faiblesse. Elle peut tirer son épingle du jeu en jouant de ses partenaires à l'Est et à l'Ouest. L'arrimage exclusif de l'Europe politique aux Etats-Unis pousserait unilatéralement la Russie vers la Chine, où elle ferait figure de partenaire dominé. Le Gas-o-Yuan remplacerait le Pétrodollar²². Il est douteux qu'il soit de l'intérêt durable des Européens de favoriser cette situation. L'Europe doit, elle aussi, savoir tirer parti de sa situation médiane, par un double partenariat avec l'ouest américain et l'est eurasiatique. Plusieurs analystes européens préconisent, pour cette raison, le rapprochement avec la Russie.²³

Russes et Euro-américains veulent tous deux faire de l'Ukraine au mieux un allié, au pire un glacis. Leurs ambitions et leurs moyens, quantitatifs et qualitatifs, diffèrent amplement.

Pour ces raisons, la neutralisation commune de l'Ukraine est la seule solution pacifique d'avenir.

Le 25 mai 2014.

²¹ « Cette question de l'hégemon ne permet pas d'éclairer tous les enjeux politiques, sociaux, culturels du gigantesque basculement du monde survenu en 1914. Mais, dans toutes les crises majeures que le capitalisme a traversées depuis le XVIe siècle, la question de 'hégémonie s'est toujours posée de manière centrale : chose peu vue et peu dite, car elle porte atteinte à la neutralité supposée de la doctrine libérale. Le « marché », en effet, ne fonctionne que si le politique, en dernier ressort, est assez fort pour en fixer le cadre et en faire respecter les règles », Jean-Pierre Chevènement, *1914-2014, L'Europe sortie de l'histoire ?*, Paris, Fayard, 2013, p.36-37.

²² Pepe Escobar, « The Birth of an Eurasian Century : Russia and China Do Pipelineistan », <http://www.truth-out.org/news/item/23784-the-birth-of-a-eurasian-century-russia-and-china-do-pipelineistan>

²³ Jean-Bernard Pinatel, (Général), *Russie, l'alliance vitale*, Paris, Editions Choiseul, 2011. et Francis Gutmann, *Changer de politique – Une autre politique étrangère pour un monde différent*, Paris, Riveneuve Editions, 2011, notamment.